

THAÏLANDE : FICHE PAYS – MAI 2024

Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB+ / Baa1 / BBB+

Change : Baht (THB) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : baisse des GES de 20 % d'ici 2030

FORCES

- Economie et exportations diversifiées
- Investissement privé résilient
- Demande et marché domestiques en développement

FAIBLESSES

- Fort endettement des ménages
- Déficit d'investissement public
- Inégalités de revenus entre ruraux et urbains

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2023, l'activité a ralenti (+1,9 % après +2,5 %). La consommation privée a été le principal moteur de la croissance, soutenue par la forte décélération de l'inflation et un marché du travail dynamique. En 2024, l'activité est attendue en accélération mais restera tributaire des conséquences d'El Niño et de l'évolution de la demande externe. A moyen terme, la croissance serait portée par la stratégie « Thailand 4.0 » ainsi qu'à la montée en gamme du secteur automobile. Le vieillissement de la population pourrait en revanche constituer un défi de taille à plus long terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : En 2023, le déficit budgétaire s'est réduit (-3,2 % du PIB selon le FMI) mais reste néanmoins supérieur aux niveaux pré Covid (-0,2 % en moyenne sur la période 2014-2019). Le déficit public se creuserait de nouveau en 2024 (-3,7 %) en lien avec l'introduction de mesures pour soutenir la consommation des ménages. La dette publique (62,4 % du PIB) reste inférieure au plafond autorisé (70 % du PIB) et apparaît comme soutenable.
- Vulnérabilité extérieure : En 2023, le solde courant est redevenu excédentaire (+1,3 % du PIB selon le FMI) grâce notamment au rebond du tourisme. Des perspectives de demande externe plus limitées en 2024 pourraient peser sur l'excédent commercial. Le baht subit des pressions baissières début 2024 et l'orientation de la politique monétaire en Thaïlande pourrait être conditionnée aux mouvements de taux de la Federal Reserve. Les réserves de change atteignent le niveau très confortable de 10 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Malgré le resserrement des conditions monétaires, le système bancaire thaïlandais s'est montré résilient en 2023. Si les banques affichent un niveau de solvabilité robuste, le risque de liquidité constitue un point de vigilance.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le parti d'opposition Move Forward (MF) a remporté les élections législatives mais n'est pas parvenu à former une coalition durable avec le Pheu Thai Party, dont est finalement issu le Premier Ministre. Le climat politique reste donc tendu.
- Climat des affaires : Le pays affiche de faibles scores en termes de gouvernance mais reste attractif en termes d'IDE.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le niveau de risque physique est modéré à ce stade. Le pays s'est engagé à réduire de 20 % ses gaz à effet de serre d'ici 2030. Le pays souhaite augmenter la part des énergies renouvelables via l'énergie solaire et éolienne.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	23,5%	1 Etats-Unis	20,8%
2 Japon	12,5%	2 Chine	18,9%
3 Etats-Unis	6,6%	3 Japon	9,5%
4 Malaisie	4,9%	4 Vietnam	5,5%
20 France	1,0%	24 France	0,7%

Sources : ITC, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

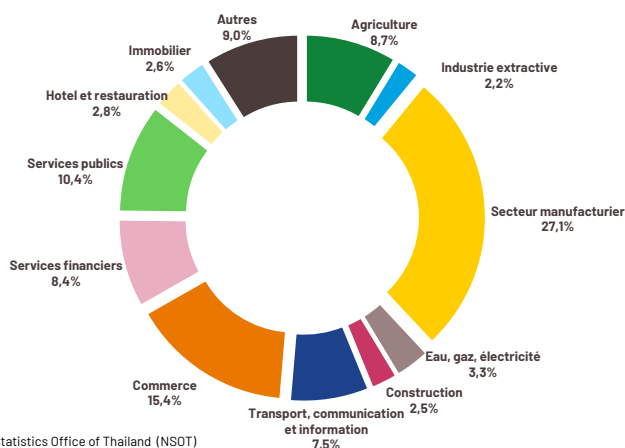
Exportations		Importations	
Machinerie méca.	15,9%	Machines élec.	19,5%
Machines élec.	15,5%	Minéraux	16,9%
Véhicules	11,5%	Machinerie méca.	11,2%
Caoutchouc	6,6%	Fer, acier	4,8%
Métaux précieux	5,7%	Métaux précieux	4,8%

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

THAILANDE	2020	2021	2022	2023	2024	2025
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	500	506	496	515	549	573
<i>Rang PIB mondial</i>	25	26	30	30	29	NA
Population (Mns)	69,8	70,0	70,1	70,2	70,3	70,3
<i>Rang Population mondiale</i>	20	20	20	20	20	NA
PIB / habitant (USD)	7 170	7 237	7 073	7 337	7 812	8 153
Croissance PIB (%)**	-6,1	1,5	2,5	1,9	2,7	2,9
Inflation (moyenne annuelle, %)**	-0,8	1,2	6,1	1,2	0,7	1,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	71,6	74,6	72,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	49,4	58,7	60,5	62,4	64,5	65,5
Solde public (% PIB)	-4,5	-6,7	-4,5	-3,2	-3,7	-3,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	5,0	6,7	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)*	4,2%	-2,0%	-3,2%	1,3%	1,7%	2,0%
IDE (% du PIB)	4,7%	0,8%	-0,7%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)*	12,0	11,0	9,0	10,0	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	35,4%	38,1%	40,2%	37,2%	39,8%	35,6%
Dette extérieure CT (% PIB)	15,1%	12,5%	11,0%	15,0%	14,8%	16,2%
Taux de change**	31,2	31,9	35,0	34,8	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	19,8	19,6	18,9	19,4	NA	NA
Taux de NPL**	3,2	3,1	3,0	2,7	NA	NA
ROE	5,5	6,8	8,4	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	120	118	120	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	21	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	63	63	60	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	98	102	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	38	18	29	37	34	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2023), *Banque Mondiale, **BoT et NESDB, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Thaïlande : Part des secteurs dans le PIB (2022)

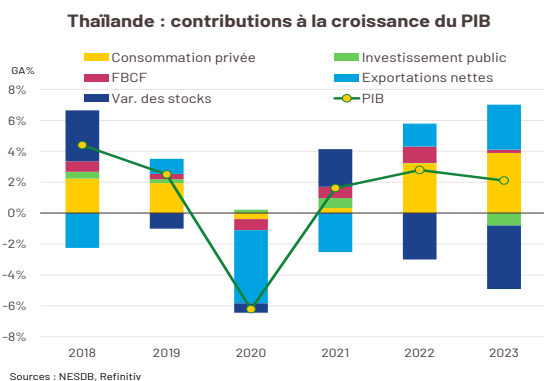




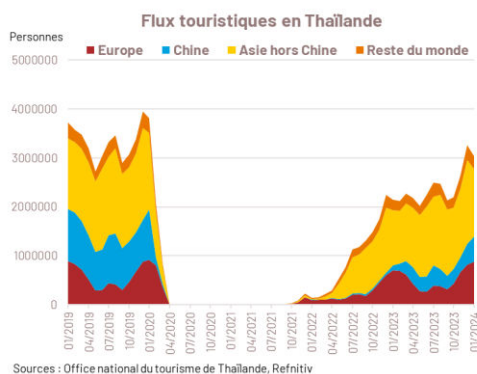
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une croissance poussive en 2023

La croissance thaïlandaise a atteint +1,9 % en 2023 (après +2,5 % en 2022). La consommation privée a été le principal moteur de la croissance (+3,6 %), le pouvoir d'achat des ménages ayant notamment bénéficié de la forte décélération de l'inflation (+1,2 % en m.a après +6,1 % en 2022) et d'un marché du travail dynamique.



Par secteur, les services (+4,2 %) ont bénéficié d'une reprise de la demande domestique. Le commerce a rebondi (+3,8 %), de même que le tourisme (16 % du PIB en moyenne avant la pandémie), des mesures ayant été mises en place¹ afin d'inciter les voyageurs à effectuer des voyages de plus longue durée. Malgré un rebond de +152 % des arrivées de touristes en 2023, ces dernières ne représentaient que 73 % de la moyenne enregistrée pré covid, en lien avec la faiblesse du retour des touristes chinois (3,5 M en 2023 contre près de 11 M en 2019). Par ailleurs, l'activité manufacturière s'est repliée en 2023 (-3,8 % en moyenne sur l'année), principalement en raison d'une baisse des exportations.



• Vers une accélération progressive pour 2024

L'activité devrait progressivement accélérer en 2024 (entre +2,6 % et +3 % en moyenne sur l'année). Stimulée

par une politique budgétaire expansionniste, la consommation des ménages resterait la principale locomotive de l'activité. De plus, le retour progressif des touristes et notamment des touristes chinois devrait renforcer la dynamique d'activité dans le secteur des services même si les niveaux de 2017-2019 ne seraient toutefois pas atteints avant 2025, selon la Banque de Thaïlande (BoT).

Les aléas entourant ce scénario de croissance sont toutefois nombreux.

Les conséquences d'El Niño² sont à ce stade difficiles à estimer. Une pluviométrie en berne impliquerait une baisse des rendements dans les cultures agricoles (riz, canne à sucre) et pourrait notamment menacer les exportations de riz³. Une sécheresse prolongée pourrait générer des pressions à la hausse sur les prix de l'énergie (en raison d'une utilisation intensive des systèmes de climatisation) et sur les prix agricoles. Cependant, même dans ce scénario, l'inflation resterait probablement dans la cible de la BoT de [+1% ; +3%], partant d'un point bas (inflation de -0,8 % en g.a au T1 2024), dans un contexte de baisse continue des prix des produits alimentaires frais et de plafonnement des prix énergétiques par le gouvernement.

La Thaïlande pourrait également ne pas profiter pleinement de l'intensification attendue de la demande pour les composants électroniques. Le pays souffre en effet de certaines difficultés structurelles (manque d'infrastructures, main d'œuvre peu qualifiée, barrières réglementaires à l'entrée) qui affectent la compétitivité du secteur exportateur. Par ailleurs, en cas de matérialisation d'un ralentissement de l'activité chinoise, l'économie thaïlandaise serait pénalisée, compte tenu de sa forte dépendance⁴.

• Un système bancaire résilient à ce stade

Malgré le resserrement des conditions monétaires, le système bancaire thaïlandais se montre résilient. Les banques affichent une solvabilité robuste et en amélioration par rapport à 2022 (ratio de fonds propres sur actifs de 19,4 % au T3 2023). En revanche, le ratio de prêts sur dépôts (LDR) reste élevé (plus de 101 %) et souligne un risque de liquidité. De plus, les actifs liquides ne couvraient que 33 % du passif de court terme fin 2023.

Si le taux de prêts non-performants (NPL) s'est maintenu à 2,7 % en 2023, grâce à la mise en place de

¹Exemption temporaire de visa pour les touristes en provenance du Kazakhstan, d'Inde ou de Taïwan ; réductions sur l'hébergement, la restauration, les vols intérieurs.

²Phénomène climatique qui se traduit par une hausse de la température à la surface de l'eau de l'océan Pacifique et qui cause de nombreux bouleversements climatiques.

³La Thaïlande est le deuxième plus grand exportateur mondial de riz.

⁴ Le FMI estime qu'une baisse du PIB chinois de 1 point se traduirait par une baisse des exportations thaïlandaises de 4 points ainsi que d'une baisse du revenu des entreprises de 3,9 points pendant les deux années suivant ce choc.



moratoires⁵, les taux d'endettement des ménages et des entreprises (respectivement 92 % et 86,7 % du PIB) demeurent des points de vigilance.

- **Perspectives à moyen terme**

Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever +3 % en moyenne sur la période 2025-2029. Les autorités misent sur la stratégie « Thaïlande 4.0 », lancée en 2016 et dont la seconde phase a débuté en 2020. D'un montant de 40 Mds EUR, ces investissements via des partenariats publics privés ont pour objectif de moderniser les infrastructures portuaires, de transport ferroviaire, ainsi que les services financiers. Il s'agirait aussi d'accroître le poids des secteurs innovants dans le PIB⁶, notamment pour la production de véhicules électriques. Le secteur automobile thaïlandais pourrait profiter de l'engouement de la Chine, qui représentait selon EIU 11 % des constructeurs en Thaïlande en 2023, plus du double par rapport à 2022. Pour soutenir le secteur des VE, les autorités thaïlandaises ont d'ailleurs mis en place plusieurs mesures incitatives depuis 2022 qui encouragent l'achat de VE et la production localisée.

Le corridor économique oriental (ECC)⁷ est également au centre de la stratégie. L'objectif est de développer cette zone afin qu'elle devienne d'ici 2037 un hub économique et technologique régional, reliant la Thaïlande aux marchés de l'Asie-Pacifique. Ce hub relierait la Thaïlande aux marchés de l'Asie-Pacifique et concentrerait des industries de pointe⁸. Par ailleurs, de nombreux dispositifs fiscaux ont été introduits pour renforcer l'attractivité du pays et booster les investissements étrangers.

Toutefois, le niveau élevé d'endettement des ménages et le vieillissement de la population pourraient constituer un frein à la croissance. Selon l'institut local Kasikan Research Center, au moins 20 % de la population pourrait avoir plus de 69 ans d'ici 2029, augmentant ainsi le taux de dépendance et soulevant de futurs problèmes de main d'œuvre dans le pays.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Politique budgétaire expansionniste**

En 2023, le déficit public s'est réduit (-3,2 % du PIB selon le FMI après -4,5 % en 2022) mais reste néanmoins supérieur aux niveaux pré Covid (-0,2 % en moyenne sur

la période 2014-2019). C'est principalement le retrait de mesures liées à la pandémie⁹ qui a permis ce redressement.

Le déficit public se creuserait quelque peu en 2024 (-3,7 % du PIB, selon le FMI) en raison de l'introduction de mesures pour soutenir la consommation des ménages. Parmi ces mesures, le « portefeuille numérique » octroiera 10 000 bahts (~275 €) à ~76 % des thaïlandais¹⁰, soit un budget d'environ 2,7 % du PIB. Son financement sera étalé sur les années fiscales¹¹ 2024 et 2025. Le salaire minimum journalier a également été augmenté en janvier 2024 (+2,4 %) et l'objectif du gouvernement serait d'atteindre une augmentation de +19 % d'ici deux ans, afin de respecter l'une de ses promesses de campagne.

Le gouvernement a toutefois exprimé la volonté de retrouver un équilibre budgétaire d'ici 2028, un objectif qui paraît difficilement réalisable au vu du rythme des dépenses. L'enjeu de consolidation des finances publiques reste néanmoins important, notamment dans le contexte de vieillissement de la population. Selon le FMI, le déficit public se stabiliserait autour de -3,1 % du PIB d'ici 2029.

- **Une dette publique soutenable**

Après une hausse de près de 20 pts de PIB depuis 2019 pour soutenir l'activité pendant et post crise sanitaire, la dette publique se stabiliserait à 65 % du PIB selon le FMI, soit un niveau inférieur au plafond de 70 % du PIB autorisé par le gouvernement. Par ailleurs, le profil de la dette s'est amélioré ces dernières années. La part de la dette libellée en devises étrangères est très faible (1,3 % en février 2024), soit un risque de change négligeable. La maturité moyenne de la dette atteint 8,9 ans, ce qui réduit le risque de refinancement à court terme.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Retour à un excédent courant en 2023**

Le solde courant s'est fortement amélioré en 2023 et serait même excédentaire selon le FMI (+1,3 % du PIB). Ce rebond s'expliquerait principalement par l'allègement de la facture énergétique et le recul des importations (-2,6 % en m.a.). Au niveau sectoriel, les exportations agricoles¹² (+5,5 % en m.a. par rapport à 2022) et automobiles (+7,2 %) ont été particulièrement

⁵La Government Savings Bank prévoit d'accorder un moratoire sur les dettes à 630 000 débiteurs pour un montant total de 6,3 Md THB et le gouvernement prévoit de suspendre le remboursement de la dette de millions d'agriculteurs pendant trois ans (coût de 33 Md THB).

⁶De 17 % du PIB en 2017 à 27 % en 2027.

⁷L'ECC couvre les trois provinces de Chonburi, Rayong et Chachoengsao.

⁸Robotique, aviation, biocarburants, biochimie.

⁹Le plan de relance COVID-19 (8,7 % du PIB), a été exécuté à environ 91 % à la fin de l'exercice 2022, et 9 % pour l'exercice 2023.

¹⁰Le programme s'adresse aux adultes qui ne gagnent pas plus de 70 000 bahts par mois et qui doivent avoir moins de 500 000 bahts sur leur compte bancaire.

¹¹En Thaïlande, l'année fiscale (FY) du gouvernement va du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

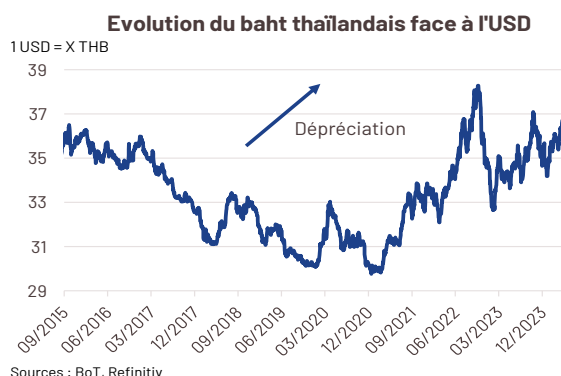
¹²Des performances en revanche contrastées entre le riz (+31,7 %) et le caoutchouc (-26,4 %).



dynamiques tandis que le ralentissement de l'activité mondiale a pesé sur les exportations de produits chimique et d'électroniques (-12,8 % et -4 %). Par ailleurs, le secteur touristique n'a pu que partiellement profiter de la réouverture de la Chine (cf. Partie 1).

• Fluctuations du baht

Par le passé, la Thaïlande a été confrontée à plusieurs épisodes de stress financier¹³, marqués par des sorties de capitaux et une volatilité du baht (THB). Le THB s'est stabilisé en 2023 face à l'USD (+0,7 %), dans un contexte favorable (redressement du solde courant et des taux d'intérêt réels). En revanche, depuis le T1 2024 il enregistre des pressions baissières (-6,9 % ytd., face à l'USD). Ces tensions sont principalement liées à des arbitrages d'investissement défavorables aux devises asiatiques, dans un contexte de probable report de la première baisse des taux par la Federal Reserve (Fed). La BoT tiendra probablement compte du calendrier de la Fed, ce qui pourrait la contraindre à temporiser avant de réduire ses taux pour accompagner le rebond de l'activité (cf. Partie 1).



La Thaïlande dispose de réserves de change très confortables, les plus importantes de l'ASEAN-5, équivalentes à 10 mois d'importations.

4. ASPECTS POLITIQUES

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle qui a subi son 12^e coup d'Etat en mai 2014. Depuis lors, l'emprise de la junte militaire sur le paysage politique est restée particulièrement présente, notamment au sein du Sénat¹⁴, chambre haute du parlement qui forme avec la Chambre des Représentants¹⁵ (CDR), le Parlement.

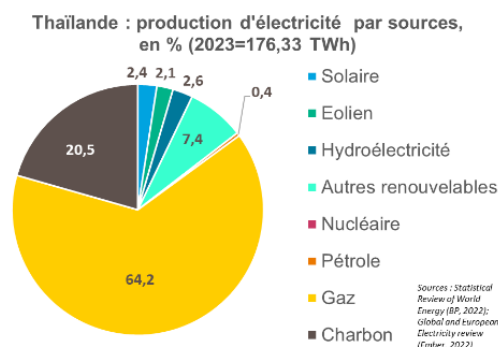
Lors des dernières élections législatives de mai 2023, le parti Move Forward (MF), proposant une réforme du crime de lèse-majesté¹⁶ et de l'institution militaire, et le Pheu Thai Party (PTP) ont remporté le plus grand nombre de sièges (151 et 141 sur 500). Les partis

d'opposition ont rapidement formé une coalition fragile avant que le Sénat rejette par deux fois la candidature de P. Limjaroenrat, leader de MF, au poste de Premier ministre. Le MF a par la suite été exclu de la coalition gouvernementale et c'est finalement le PTP, en sollicitant le soutien de deux partis rivaux, alignés sur l'armée, qui a vu son candidat, S. Thavisin, être désigné Premier ministre fin août 2023.

Le climat politique reste donc très tendu. Le parti MF fait l'objet de poursuites et a récemment été reconnu coupable de tentative de renversement monarchique par la Cour constitutionnelle qui a exigé du parti qu'il s'abstienne à l'avenir de toute tentative visant à abolir la loi de lèse-majesté ou à la modifier par des moyens autres que législatifs. Une violation de cet ordre pourrait ouvrir la voie à une dissolution du parti ou à l'exclusion de son leader de la vie politique. Dans un tel cas, de nombreuses manifestations populaires seraient envisageables. Par ailleurs, la coalition menée par le PTP rassemble 11 partis aux intérêts politiques divergents. L'application d'une politique commune pourrait ainsi s'avérer délicate à mettre en place. La coalition s'est toutefois engagée à honorer certaines des mesures destinées à améliorer la compétitivité du pays. Le plan « Thaïlande 4.0 » devrait donc être poursuivi.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Thaïlande se classe 88^e au classement de vulnérabilité ND-Gain, soit un niveau de risque physique modéré à élevé (sécheresses, niveau de la mer, accès à l'eau potable).



Très dépendante des énergies fossiles, la Thaïlande s'est engagée dans le cadre des accords de Paris à réduire de 20 % ses émissions de GES d'ici 2030 par rapport à une situation de statu quo. Le pays s'est également fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 30 % d'ici 2026 (~15 % aujourd'hui) en développant notamment les énergies solaire et éolienne.

¹³ Crise asiatique en 1997, Fed Tapering en 2013, coups d'Etat en 2006 et en 2014.

¹⁴ Le Sénat est composé de 250 sénateurs nommés en 2019 par le Conseil National pour la Paix et l'Ordre, la junte militaire dirigée par le

général P. Chan-o-cha depuis le coup d'Etat en mai 2014. L'influence militaire est donc encore importante lors de vote.

¹⁵ 500 sièges élus au suffrage universel.

¹⁶ Ce crime est très violemment réprimé en Thaïlande.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Maxime Moulin-Sénéchal	<i>Economiste stagiaire</i>	maxime.moulinsenechal@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.